



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

INSTITUT DU CERVEAU ET DE LA MOELLE EPINIÈRE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021
INSTITUT DU CERVEAU ET DE LA MOELLE EPINIÈRE
47, boulevard de l'hôpital 75013 PARIS

KPMG SA
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Limited, une société de
droit anglais ("private company limited
by guarantee").

KPMG SA
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
775726417 RCS NANTERRE



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

INSTITUT DU CERVEAU ET DE LA MOELLE EPINIERE

47, boulevard de l'hôpital 75013 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux membres du Conseil d'administration de la fondation INSTITUT DU CERVEAU ET DE LA MOELLE EPINIERE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la fondation INSTITUT DU CERVEAU ET DE LA MOELLE EPINIERE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre fondation, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte de résultat par origine et destination et du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public, sont décrites de manière appropriée dans la note n°1-8 "Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD) et Compte d'Emploi des Ressources (CER)" de l'annexe, sont conformes aux dispositions du règlement ANC n° 2018-06 et ont été correctement appliquées.

La note n°1 "Règles et méthodes comptables" de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux libéralités (dons, legs et donations), aux disponibilités et valeurs mobilières de placement, ainsi qu'aux provisions pour risques et charges. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre fondation, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Directeur général et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directeur général.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 20 mai 2022

KPMG SA

Romain Mercier

Associé

BILAN ACTIF

| ACTIF | | Exercice N 31/12/2021 12 | | | Exercice N-1 31/12/2020 12 |
|--|--|-----------------------------|---|-------------|-------------------------------|
| | | Brut | Amortissements et dépréciations (à déduire) | Net | Net |
| ACTIF IMMOBILISE | Immobilisations incorporelles | | | | |
| | Frais d'établissement | | | | |
| | Frais de recherche et de développement | | | | |
| | Donations temporaires d'usufruit | 84 000 | 28 000 | 56 000 | |
| | Concessions, brevets, licences, marques... | 1 366 272 | 1 229 311 | 136 961 | 177 904 |
| | Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | |
| | Immobilisations corporelles | | | | |
| | Terrains | 1 485 000 | | 1 485 000 | 1 485 000 |
| | Constructions | 69 275 231 | 21 367 056 | 47 908 175 | 47 619 947 |
| | Installations techniques Matériel et outillage | 47 847 356 | 38 902 074 | 8 945 282 | 10 669 450 |
| | Immobilisations corporelles en cours | 592 661 | | 592 661 | 1 944 975 |
| | Avances et acomptes | | | | |
| <i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i> | 958 659 | | 958 659 | 1 131 349 | |
| Immobilisations financières (1) | | | | | |
| Participations et Créances rattachées | 150 000 | | 150 000 | 150 000 | |
| Autres titres immobilisés | | | | | |
| Prêts | | | | | |
| Autres | 24 693 | | 24 693 | 31 333 | |
| Total I | 121 783 872 | 61 526 441 | 60 257 431 | 63 209 959 | |
| ACTIF CIRCULANT | Stocks et en cours | | | | |
| | Créances (2) | | | | |
| | Créances clients, usagers et comptes rattachés | 11 936 911 | 1 044 325 | 10 892 586 | 10 009 449 |
| | Créances reçues par legs ou donations | 654 868 | | 654 868 | 297 148 |
| | Autres | 32 820 725 | | 32 820 725 | 34 608 098 |
| | Valeurs mobilières de placement | 25 000 000 | | 25 000 000 | 25 000 000 |
| | Instruments de trésorerie | | | | |
| | Disponibilités | 22 286 919 | | 22 286 919 | 15 100 176 |
| | Charges constatées d'avance (2) | 1 248 424 | | 1 248 424 | 688 471 |
| | Total II | 93 947 845 | 1 044 325 | 92 903 521 | 85 703 342 |
| Comptes de Régularisation | Frais d'émission des emprunts (III) | | | | |
| | Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | |
| | Ecart de conversion actif (V) | | | | |
| TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI) | 215 731 717 | 62 570 766 | 153 160 952 | 148 913 301 | |

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

| PASSIF | | Exercice N 31/12/2021 12 | Exercice N-1 31/12/2020 12 |
|----------------------------------|--|-----------------------------|-------------------------------|
| FONDS PROPRES | Fonds propres | | |
| | Fonds propres sans droit de reprise : | | |
| | Fonds propres statutaires | 1 200 000 | 1 200 000 |
| | Fonds propres complémentaires | 13 567 009 | 14 280 921 |
| | Fonds propres avec droit de reprise : | | |
| | Fonds statutaires | | |
| | Fonds propres complémentaires | | |
| | Ecarts de réévaluation | | |
| | Réserves : | | |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves pour projet de l'entité | | | |
| Autres | | | |
| Report à nouveau | 17 946 852 | 16 996 656 | |
| | Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits) | 1 742 544 | 950 195 |
| | Situation nette (sous total) | 34 456 405 | 33 427 771 |
| | Fonds propres consommables | | |
| | Subventions d'investissement | 20 513 555 | 22 102 226 |
| | Provisions réglementées | | |
| | Total I | 54 969 960 | 55 529 998 |
| FONDS DÉDIÉS | Fonds reportés liés aux legs ou donations | 1 565 009 | 1 361 870 |
| | Fonds dédiés | 20 494 127 | 18 519 662 |
| | Total II | 22 059 136 | 19 881 532 |
| PROVISIONS | Provisions pour risques | 228 000 | 268 950 |
| | Provisions pour charges | 299 815 | 311 877 |
| | Total III | 527 815 | 580 827 |
| DETTES (1) | Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) | 28 618 091 | 29 989 955 |
| | Emprunts et dettes financières diverses | 170 784 | 179 545 |
| | Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés | 7 002 753 | 6 275 531 |
| | Dettes des legs ou donations | 104 517 | 66 627 |
| | Dettes fiscales et sociales | 5 278 220 | 4 323 753 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 408 451 | 353 141 |
| | Autres dettes | 202 222 | 108 306 |
| | Instrument de trésorerie | | |
| | Produits constatés d'avance | 33 819 004 | 31 624 086 |
| | Total IV | 75 604 041 | 72 920 945 |
| | Ecarts de conversion passif (V) | | |
| | TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V) | 153 160 952 | 148 913 301 |

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

39 503 034

COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N | | Exercice N-1 | |
|---|-------------------|----|-------------------|----|
| | 31/12/2021 | 12 | 31/12/2020 | 12 |
| Produits d'exploitation (1) | | | | |
| Cotisations | | | | |
| Ventes de biens et services | | | | |
| Ventes de biens | | | | |
| Ventes de dons en nature | | | | |
| Ventes de prestations de service | 14 282 362 | | 12 244 614 | |
| Parrainages | | | | |
| Produits de tiers financeurs | | | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 15 513 875 | | 12 011 809 | |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | | | |
| Dons manuels | 13 056 870 | | 11 620 122 | |
| Mécénats | 4 602 092 | | 5 284 854 | |
| Legs, donations et assurances-vie | 3 487 989 | | 2 143 014 | |
| Contributions financières | | | | |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | 273 009 | | 73 402 | |
| Utilisations des fonds dédiés | 18 603 493 | | 13 078 781 | |
| Autres produits | 5 700 120 | | 7 019 904 | |
| Total I | 75 519 810 | | 63 476 500 | |
| Charges d'exploitation (2) | | | | |
| Achats de marchandises | | | | |
| Variation de stock | | | | |
| Autres achats et charges externes | 22 765 866 | | 19 120 647 | |
| Aides financières | 2 513 610 | | 1 261 210 | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 1 584 492 | | 1 491 115 | |
| Salaires et traitements | 13 214 273 | | 11 522 113 | |
| Charges sociales | 5 321 415 | | 4 576 478 | |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 5 806 799 | | 6 452 645 | |
| Dotations aux provisions | 691 535 | | 454 448 | |
| Reports en fonds dédiés | 20 725 097 | | 16 523 021 | |
| Autres charges | 941 444 | | 943 411 | |
| Total II | 73 564 532 | | 62 345 088 | |
| 1 - Résultat d'exploitation (I-II) | 1 955 278 | | 1 131 411 | |

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

| | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|-------------------|-------------------|
| | 31/12/2021 | 31/12/2020 |
| Produits financiers | | |
| De participation | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 353 270 | 391 275 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge | | |
| Différences positives de change | 852 | 1 631 |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Total III | 354 122 | 392 906 |
| Charges financières | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées | 559 783 | 585 241 |
| Différences négatives de change | 7 073 | 13 882 |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Total IV | 566 856 | 599 123 |
| 2. Résultat financier (III-IV) | -212 734 | -206 217 |
| 3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV) | 1 742 544 | 925 195 |
| Produits exceptionnels | | |
| Sur opérations de gestion | | |
| Sur opérations en capital | | 25 000 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | |
| Total V | | 25 000 |
| Charges exceptionnelles | | |
| Sur opérations de gestion | | |
| Sur opérations en capital | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| Total VI | | |
| 4. Résultat exceptionnel (V-VI) | | 25 000 |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | | |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | | |
| Total des produits (I+III+V) | 75 873 932 | 63 894 406 |
| Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII) | 74 131 388 | 62 944 211 |
| 5. EXCEDENT OU DEFICIT | 1 742 544 | 950 195 |



Fondation Institut du Cerveau

Reconnue d'Utilité Publique par décret du 13 septembre 2006

Hôpital Pitié-Salpêtrière

47 boulevard de l'Hôpital

75013 PARIS

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2021

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| ANNEXE | 3 |
| Note n° 1 : Règles et méthodes comptables..... | 4 |
| 1. Principes comptables | 4 |
| 2. Dérogation aux principes comptables..... | 4 |
| 3. Changement de méthode comptable | 4 |
| 4. Evènements de l'exercice 2021..... | 4 |
| 5. Evènements postérieurs à la clôture | 5 |
| 6. Les principales méthodes utilisées ont été les suivantes | 5 |
| a. Notes sur le bilan actif | 5 |
| b. Notes sur le bilan Passif | 7 |
| c. Notes sur les Produits..... | 9 |
| d. Résultat exceptionnel | 10 |
| 7. Informations complémentaires..... | 11 |
| 8. Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD) et Compte d'Emploi des Ressources (CER) | 12 |
| Note n° 2 : Tableau des immobilisations..... | 14 |
| Note n° 3 : Tableau des amortissements | 14 |
| Note n° 4 : Tableau des provisions..... | 15 |
| Note n° 5 : Tableau des Fonds dédiés | 15 |
| Note n° 6 : Tableau de suivi des fonds associatifs | 15 |
| Note n° 7 : État des créances et des dettes | 16 |
| Note n° 8 : Produits à recevoir & Charges à payer..... | 17 |
| Note n° 9 : Produits & Charges constatés d'avance..... | 17 |
| Note n° 10 : Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD)..... | 18 |
| Note n° 11 : Compte d'emploi des Ressources (CER) | 19 |

ANNEXE

Aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021, caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan : 153 160 952 €
- Total des produits : 75 873 932 €
Dont utilisation des fonds dédiés : 18 603 493 €

- Total des charges : 74 131 388 €
Dont report en fonds dédiés : 20 725 097 €

- **Résultat de l'exercice : 1 742 544 €**

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021. L'exercice précédent couvrait l'année 2020, soit une durée de 12 mois également.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés par le Directeur Général.

Note n° 1 : Règles et méthodes comptables

1. Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), modifié par le règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015, le règlement ANC 2016.07 du 4 novembre 2016, en tenant compte du règlement CRC 2008-12 relatif au Compte Emploi des Ressources et le règlement ANC 2018.06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

2. Dérogation aux principes comptables

Néant.

3. Changement de méthode comptable

Néant.

4. Evènements de l'exercice 2021

Les principaux faits marquants de l'année 2021 ont été les suivants :

- Ouverture du troisième site d'incubation iPEPS-Institut du Cerveau rue du Chevaleret
- Adoption de la prolongation de la convention générale entre ICM et ses partenaires au sein de l'UMR jusqu'au 31 décembre 2024,

Les états financiers de l'Institut du Cerveau ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. A la date d'arrêté des comptes par le Directeur Général des états financiers 2021 de l'Institut, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remette en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

5. Evènements postérieurs à la clôture

Néant

6. Les principales méthodes utilisées ont été les suivantes

1.

a. Notes sur le bilan actif

Immobilisations incorporelles & corporelles

Le bâtiment ICM est évalué à son coût de production d'un montant de 57 288 K€. La valeur brute de l'immeuble s'élève à 57 288 K€ et a été établie à partir des décomptes généraux définitifs communiqués à l'ensemble des entreprises.

Le bâtiment ICM est comptabilisé et amorti selon l'approche par composants, telle que prévue par le plan comptable général. Les éléments constitutifs du bâtiment (gros œuvre, façades, installations générales et agencements), ayant des utilisations différentes, sont comptabilisés séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu.

Les durées réelles d'utilisation des différents composants du bâtiment sont les suivantes :

- Gros œuvre : 40 ans
- Façades : 30 ans
- Installations générales : 25 à 30 ans
- Agencement des constructions : 15 ans

Le terrain sur lequel est érigé le bâtiment a fait l'objet d'une convention d'occupation du domaine public conclue entre l'AP-HP et l'ADREC, pour une durée de 40 ans à compter de la date de réception des travaux, à l'issue de laquelle il est indiqué que l'intégralité des bâtiments et aménagements reviendront gratuitement à l'AP-HP. Cette convention a été transférée par voie d'avenant à l'ICM dans le cadre de la fusion intervenue entre l'ICM et l'ADREC.

Début 2019, l'ICM a acquis l'immeuble « Chevaleret », d'une surface de 1 308.71 m², situé à Paris (XIII^{ème} arrondissement). Cet immeuble, proche de l'Institut, lui permet d'accompagner sa croissance sur les volets de recherche appliquée et start-ups.

La valeur brute de l'immeuble s'élève à 11 041 K€ et est comptabilisé à hauteur de 9 556 K€ pour le bâtiment (amorti sur 40 ans) et 1 485 K€ pour le terrain.

Les autres immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements pour dépréciation ont été pratiqués sur la base de la valeur d'acquisition, sans tenir compte d'une éventuelle valeur de revente, suivant le mode linéaire, en fonction de la durée normale d'utilisation :

- Logiciels : 1 à 3 ans,
- Matériels & équipements scientifiques : 5 à 15 ans,
- Agencements et aménagements divers : 3 à 15 ans,
- Matériel de bureau et informatique : 3 à 7 ans,
- Mobilier : 5 à 10 ans.

Les investissements sont enregistrés pour leur montant hors taxe depuis l'exercice 2012.

Les immobilisations corporelles en cours (593 K€) correspondent principalement à du matériel scientifique qui sera installé en 2022.

Les biens reçus par legs ou don et destinés à être cédés sont inscrits à l'actif depuis l'application du règlement ANC n°2018-06 (959 K€).

Immobilisations Financières

Ce poste est enregistré au coût d'acquisition.

Les autres participations correspondent principalement aux titres de participation d'ICM TECH pour 150 K€.

Les dépôts et cautionnements sont principalement liés au versement d'une caution pour loyers de la Station F.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

Le poste « autres créances », d'un montant de 32 821 K€ comprend des subventions à recevoir (cf. § 6.C) pour 26 300 K€, un crédit de tva en attente de remboursement pour 1 318 K€ ainsi que des créances pour 4 076 K€.

Disponibilités et VMP

Des contrats de capitalisation à hauteur de 25 000 K€ sont portés en valeurs mobilières de placement.

Outre les comptes de fonctionnement, les disponibilités sont portées sur les lignes suivantes :

- Compte sur livret 13 000 K€,
- Compte à terme 1 000 K€,
- Intérêts courus sur ces placements 2 832 K€.

b. Notes sur le bilan Passif

Fonds associatifs

Les fonds associatifs enregistrent la valeur d'origine des dotations, consommable et non consommable, consenties par les fondateurs :

- ADREC 7 500 K€,
- État 4 200 K€.

La dotation consommable est reprise au résultat au titre du financement des actions.

L'évolution des dotations consommables est la suivante :

| En € | 01/01/2021 | Flux 2021 | 31/12/2021 |
|--|-------------------|------------------|-------------------|
| Dotations consommables | 10 500 000 | | 10 500 000 |
| Dotation consommable ANR | 56 000 000 | 3 400 000 | 59 400 000 |
| Total Brut | 66 500 000 | 3 400 000 | 69 900 000 |
| Reprise au résultat de la dotation consommable | -55 614 044 | -4 113 412 | -59 727 456 |
| Total Net dotation | 10 885 956 | -713 412 | 10 172 544 |

L'évolution des fonds propres est présentée en note 6.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement affectées au financement de biens non renouvelables par l'ICM sont inscrites au passif, la valeur nette s'élève à 20 514 K€.

Elles sont reprises au résultat d'exploitation au même rythme que l'amortissement des biens concernés.

Les subventions d'investissement brutes provenant de l'ADREC (24 412 K€), correspondent à :

- Une subvention d'investissement pour un montant de 15 000 K€ versée par la Région Ile de France pour le financement de la construction du bâtiment de l'ICM,
- Une subvention d'investissement pour un montant de 4 912 K€ versée par le Département de Paris pour le financement de la construction de l'ICM,
- Une subvention d'investissement Inserm pour un montant de 3 000 K€ pour la réalisation d'aménagements spécifiques,
- Une subvention d'investissement pour un montant de 1 500 K€ versée par l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris pour le financement de la construction du bâtiment de l'ICM.

Provisions

La provision pour risque concerne principalement des litiges prud'hommaux en cours, provisionnés à hauteur des demandes formulées.

La provision pour charges correspond aux obligations liées aux indemnités légales ou conventionnelles de départ à la retraite évaluées à la date du 31 décembre 2021 (202 K€).

Le calcul repose sur la méthode actuarielle. Celle-ci comprend l'ancienneté du personnel, et la probabilité de présence dans l'entité à la date du départ en retraite. Pour ce faire, les hypothèses suivantes ont été retenues :

- | | |
|------------------------------------|--|
| ○ Convention collective | Droit du travail |
| ○ Table de mortalité | Table règlementaire TG 05 |
| ○ Augmentation des salaires | 2% constant pour l'ensemble du personnel |
| ○ Taux de rotation | Faible |
| ○ Taux d'actualisation | 0,98% |
| ○ Taux de charges | 45% en moyenne sur l'ensemble du personnel |
| ○ Départ à l'initiative du salarié | |
| ○ Age de départ | 65-67 ans |

A la clôture de l'exercice, l'engagement ainsi calculé, correspondant aux obligations en matière de retraite s'élève à 202 K€ correspondant à une reprise d'engagement de retraite sur l'année de 12 K€.

La provision pour remise en état de 98 K€ concerne des travaux à engager pour donner suite à un sinistre sur le tableau général basse tension intervenu en 2019. Le montant provisionné depuis le 31 décembre 2019 correspond au montant du devis des travaux à réaliser.

Fonds dédiés

Les fonds dédiés issus de subventions, dons et legs et contrats industriels ou de recherche correspondent à la part à des ressources affectées par le donateur, légataire ou transcrites dans une convention, pour lesquelles les dépenses correspondantes n'ont pas encore été engagées (cf. note n°5).

Une somme de 500 K€ a été reçue en 2008 pour la création de chaires scientifiques. A ce jour, il n'y a pas eu de consommation.

Dettes

Les rubriques du bilan passif correspondent aux différentes dettes contractées dans le cadre du fonctionnement de la Fondation.

Elles intègrent également l'emprunt souscrit pour le financement de l'immeuble ainsi que celui pour l'acquisition du bâtiment « Chevaleret ».

c. Notes sur les Produits

Subventions d'exploitation

Lorsqu'une convention est signée, le montant total du contrat est porté en produits avec pour contrepartie l'inscription d'une créance, qui diminue au fur et à mesure des encaissements. Le produit ainsi comptabilisé est ensuite ramené au montant du budget annuel s'il en existe un dans la convention, ou le cas échéant au prorata de la durée du projet ; le montant ne concernant pas l'exercice est inscrit en Produit Constaté d'Avance.

L'éventuelle quote-part de produits affectés non utilisée sur l'exercice est portée en fonds dédiés. Depuis 2015 cette quote-part est constatée nette d'overheads (frais de gestion).

Partenariats industriels

Les produits relatifs aux contrats industriels sont constatés au fur et à mesure des facturations correspondant aux projets de collaboration.

Depuis 2015, le produit ainsi comptabilisé est ensuite ramené au montant du budget annuel s'il en existe un dans la convention, ou le cas échéant au prorata de la durée du projet ; le montant ne concernant pas l'exercice est inscrit en Produit Constaté d'Avance ou le produit à recevoir en Facture A Etablir.

L'éventuelle quote-part de produits affectés non utilisée sur l'exercice est portée en fonds dédiés. Depuis 2015 cette quote-part est constatée nette d'overheads (frais de gestion).

Dons

Les dons sont enregistrés en autres produits lors de leur réception, avec une tolérance des chèques datés de l'exercice 2021 et reçus jusqu'au 14 janvier 2022.

Le produit des dons et mécénats affectés est ensuite ramené au montant du budget annuel s'il en existe un dans la convention, ou le cas échéant au prorata de la durée du projet ; le montant des mécénats ne concernant pas l'exercice est inscrit en Produit Constaté d'Avance ou le produit à recevoir en Facture A Etablir.

L'éventuelle quote-part de produits affectés non utilisée sur l'exercice est portée en fonds dédiés. Depuis 2015 cette quote-part est constatée nette d'overheads (frais de gestion).

Legs et donations

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs/donations sont comptabilisés suivant leur nature avec la contrepartie en produits.

Les assurances-vie dont la fondation est bénéficiaire sont comptabilisées en produit à la date de réception des fonds.

Lors de la réception des fonds, les legs/donations portant sur les espèces et actifs bancaires sont comptabilisés dans un compte d'actif selon la nature du bien.

La partie des ressources constatées en produit au cours de l'exercice et non encore encaissée, est comptabilisée en fonds reportés avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds reportés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds reportés liés aux legs/donations » sont rapportées au compte de résultat au cours des exercices suivants au fur et à mesure de la réalisation du legs/donation par la contrepartie du compte « Utilisations de fonds reportés ».

Les montants encaissés sur 2021 s'élèvent à 2 600 K€ et se décomposent comme suit :

| En € | | Montants |
|-----------------------------|--|------------------|
| P | Montant perçu au titre d'assurances-vie | 1 011 954 |
| R | Montant de la rubrique de produits "legs ou donations" définie à l'article 213-9 | 1 749 218 |
| O | | |
| D | Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | 710 676 |
| U | Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés | 1 534 612 |
| I | | |
| T | Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations | |
| S | | |
| H | Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | -724 279 |
| A | | |
| R | Dotations aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés | |
| G | Reports en fonds reportés liés aux legs ou donations | -1 681 751 |
| E | | |
| S | | |
| Solde de la rubrique | | 2 600 430 |

Au 31 décembre 2021 le montant des fonds reportés s'élève à 1,6 M€ ;

Détail des produits de prestations de services facturées :

| En € | 31/12/2021 |
|---|-------------------|
| Prestations de Services | 8 356 741 |
| Partenariat industriel | 1 958 948 |
| Contrat industriel : prestations | 497 983 |
| Overheads/Contrats Industriels | 644 009 |
| Overheads/Contrats Industriels-Prestations | 92 548 |
| Prestations hébergement | 809 640 |
| Produits des act. annexes - Commission hébergeur | 788 143 |
| Produits des activités annexes - Locations | 165 090 |
| Produits des activités annexes - Mise à disposition de pe | 15 015 |
| Refacturations autres | 263 263 |
| Produits annexes-contributions locatives | 666 000 |
| Produits des activités annexes - activités de formation | 24 981 |
| Total des prestations de services | 14 282 362 |

d. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est nul en 2021.

7. Informations complémentaires

Effectif

L'effectif au 31 décembre 2021 est de 334 salariés. L'effectif moyen est de 330 salariés.

Engagements donnés

Néant.

Engagements reçus

Néant.

Volontariat associatif

L'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 prévoit que les associations du régime de la loi du 1er juillet 1901, qui remplissent un double critère fondé d'une part sur le montant de leur budget annuel et d'autre part sur le montant de la ou des subventions versées, d'inscrire le montant des rémunérations versées à chacun des dirigeants concernés « dans une annexe aux comptes de l'organisme ».

La Fondation Institut du Cerveau a défini, au titre des trois plus hauts cadres dirigeants, les membres du bureau.

Il est précisé que ces personnes réalisent leur fonction à titre bénévole, et ne bénéficient d'aucun avantage en nature.

A titre d'information complémentaire, le montant global des rémunérations versées aux cinq salariés les mieux rémunérés en 2021 s'élève à 672 K€.

Honoraires commissaire aux comptes

Conformément aux obligations prévues par le Code de commerce (articles R123-198 & R233-14 modifiés), le montant total des honoraires des commissaires aux comptes inscrits en charges de l'exercice 2021 s'élève à 26 800 € et concerne l'audit légal.

Contributions volontaires en nature

- Bénévolat

La Fondation Institut du Cerveau a bénéficié d'heures de bénévolat au cours de l'exercice. Le volume est évalué à 0,4 ETP, soit sur la base d'un SMIC horaire, un montant de 11 K€.

- Mécénat en nature

En 2021, la Fondation Institut du Cerveau a bénéficié de mécénat en nature dans le cadre de ses actions de communication et d'appel à la générosité du public, à savoir :

- Des espaces média auprès de :
France TV, TF1 Publicité, Altice Média Publicité, Next Régie, Canal+ Groupe, M6, Amaury Média, Bein Sport, Radio Classique, Lagardère Active, Radio France, Teads, Seedtag, Bayard Média, Premium Média, NRJ Group, FIA-Fédération Internationale Automobile, Groupe Barrière, JC Decaux, Klesia, Richard Mille.
- Des produits ou prestations à titre gratuit :
ANACOFI, IDEC, Orrick Rambaud Martel, Publicis Groupe.

8. Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD) et Compte d'Emploi des Ressources (CER)

Le règlement ANC 2018.06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif impose de présenter un compte de résultat par origine et destination (CROD) permettant de refléter le modèle économique de l'entité et un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER) conforme à la loi n°91-772 par reprise des données figurant dans le compte de résultat précédent.

Le CROD et le CER ont pour objet de donner une lecture immédiate de l'usage que toute fondation ou association fait des ressources collectées auprès du public pour financer ses missions sociales. Le CROD et le CER ici présentés reflètent ainsi le modèle économique et les missions sociales de l'ICM.

Conformément au règlement comptable, les mécanismes d'allocations qui sous-tendent l'élaboration du CROD et du CER traduisent les règles de gestion et d'affectation définies par l'ICM et s'appuient en conséquence sur les clés de répartition établies en interne (ventilations analytiques). Les emplois sont évalués suivant le coût complet par destination (correspondant aux coûts de fonctionnement et de personnel, augmentés des coûts indirects).

Définition des Emplois

○ Missions sociales

L'ICM a défini comme mission sociale ses différentes actions en matière de recherche :

- Accueil des équipes de recherche,
- Financement des projets de recherche,
- Valorisation de la recherche,
- Incubateur,
- Plateformes technologiques,
- Animation scientifique,
- Alliances internationales et partenariats industriels.

Ces frais, qui s'élèvent à 44 290 851 €, représentent 85,2 % des emplois inscrits au CROD.

○ Frais de recherche de fonds

Entrent sous cette rubrique les frais correspondants à :

- Des dépenses engagées pour les recherches de dons et legs, les autres recherches de fonds dans le cadre du mécénat ou dans le cadre de subvention,
- Des dépenses de frais de communication.

Ces frais (4 720 344 €) représentent 9,1 % des emplois inscrits au CROD.

○ Frais de fonctionnement

Les frais de fonctionnement correspondent aux charges directes et indirectes des équipes supports (finances, ressources humaines, informatiques et logistiques).

Ils s'élèvent à 2 967 953 €, soit 5,7 % des emplois inscrits au CROD.

Définition des ressources

Les produits liés à la générosité du public correspondent aux dons issus de l'appel à la générosité du public (particuliers), aux legs et au mécénat d'entreprises.

Ils s'élèvent à 20 440 884 €, soit 36,3 % des ressources du CROD.

Depuis sa création, l'ICM enregistre une progression constante du nombre de donateurs (277 242 à fin 2021) et de la valeur moyenne des dons.

Les produits non liés à la générosité du public correspondent aux refacturations des prestations auprès des fondateurs, partenaires et autres sociétés, aux contrats de partenariat, à des subventions d'exploitation et à la quote-part des subventions consommables.

Ce poste représente 33,4 % des ressources inscrites au CROD, soit 18 801 515 €.

Les subventions et autres concours publics proviennent essentiellement de l'ANR, de la Commission Européenne et de la Région Ile de France.

Le total de ces subventions est de 17 078 077 € (30,3 %).

Commentaires sur le CROD de l'exercice

L'Institut du Cerveau (ICM) est un centre de recherche de dimension internationale, sans équivalent dans le monde, innovant dans sa conception comme dans son organisation. En réunissant en un même lieu, malades, médecins et chercheurs, l'objectif est de permettre la mise au point rapide de traitements pour les lésions du système nerveux afin de les appliquer aux patients dans les meilleurs délais. Les pouvoirs publics, les entreprises privées, les particuliers contribuent au financement de la recherche.

Ainsi, les produits liés à la générosité du public représentent une part importante des ressources et permettent de financer :

- Les missions sociales à hauteur de 74,3 %,
- Les frais de collecte auprès du public à hauteur de 23,2 %
- Et les frais de fonctionnement pour 2,6 %

Il ne subsiste à la clôture de l'exercice aucun excédent cumulé de ressources collectées auprès du public non encore utilisées et non affectées.

Note n° 2 : Tableau des immobilisations

| Immobilisations (en €) | Valeur Brute début exercice | Acquisitions | Diminutions | Valeur brute fin exercice |
|--|-----------------------------------|------------------|------------------|------------------------------|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais Etablissement | | | | 0 |
| Autres immobilisations incorporelles | 1 326 803 | 123 469 | | 1 450 272 |
| TOTAL (I) | 1 326 803 | 123 469 | 0 | 1 450 272 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | 1 485 000 | | | 1 485 000 |
| Constructions | 66 844 770 | 2 726 100 | | 69 570 870 |
| Inst.techniques matériel et outillage | 23 482 506 | 884 089 | 132 754 | 24 233 841 |
| Inst.générales, aménagements divers | | | | 0 |
| Matériel de transport | | | | 0 |
| Matériel de bureau et informatique | | | | 0 |
| Mobilier | | | | 0 |
| Autres immobilisations corporelles | 22 641 995 | 680 257 | 4 376 | 23 317 876 |
| Immobilisations corporelles en cours | 1 944 975 | 592 661 | 1 944 975 | 592 661 |
| Biens reçus par legs destinés à être cédés | 1 131 349 | 551 589 | 724 279 | 958 659 |
| Avances et acomptes | 0 | | | 0 |
| TOTAL (II) | 117 530 595 | 5 434 696 | 2 806 384 | 120 158 907 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| Participations | 150 000 | | | 150 000 |
| Prêts | | | | 0 |
| Autres titres et immobilisations financières | 31 333 | | 6 640 | 24 693 |
| TOTAL (III) | 181 333 | 0 | 6 640 | 174 693 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III) | 119 038 731 | 5 558 165 | 2 813 024 | 121 783 872 |

Note n° 3 : Tableau des amortissements

| Amortissements (en €) | Valeur Brute début exercice | Augmentations | Diminutions | Valeur brute fin exercice |
|---------------------------------------|-----------------------------------|------------------|----------------|------------------------------|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| Frais Etablissement | | | | 0 |
| Autres immobilisations incorporelles | 1 148 899 | 108 412 | | 1 257 311 |
| TOTAL (I) | 1 148 899 | 108 412 | 0 | 1 257 311 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | | | | 0 |
| Constructions | 19 224 823 | 2 190 736 | | 21 415 559 |
| Inst.techniques matériel et outillage | 19 303 476 | 1 705 935 | 132 754 | 20 876 657 |
| Inst.générales, aménagements divers | | | | 0 |
| Matériel de transport | | | | 0 |
| Matériel de bureau et informatique | | | | 0 |
| Mobilier | | | | 0 |
| Autres immobilisations corporelles | 16 151 574 | 1 829 716 | 4 376 | 17 976 914 |
| TOTAL (II) | 54 679 873 | 5 726 387 | 137 130 | 60 269 130 |
| TOTAL GENERAL (I+II) | 55 828 772 | 5 834 799 | 137 130 | 61 526 441 |

Note n° 4 : Tableau des provisions

| Provisions (en €) | Valeur Brute début exercice | Augmentations | Diminutions | Valeur brute fin exercice |
|--------------------------------------|-----------------------------------|----------------|---------------|------------------------------|
| Provisions pour dépréciation | | | | |
| Sur immobilisations incorporelles | | | | 0 |
| Sur immobilisations corporelles | | | | 0 |
| Sur autres immobilisations | | | | 0 |
| Sur stocks et en cours | | | | 0 |
| Sur comptes clients | 514 133 | 581 535 | 51 343 | 1 044 325 |
| Autres provisions pour dépréciations | | | | 0 |
| TOTAL GENERAL | 514 133 | 581 535 | 51 343 | 1 044 325 |

Note n° 5 : Tableau des Fonds dédiés

| Variation des Fonds Dédiés issus de (en €) | A l'ouverture de l'exercice | Reports | Utilisations | | Transferts | A la clôture de l'exercice | |
|---|--------------------------------|-------------------|-------------------|---------------------|------------|----------------------------|---|
| | | | Montant global | Dont remboursements | | Montant global | Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices |
| Subventions d'exploitation | 8 758 996 | 12 586 938 | 14 630 729 | | | 10 802 787 | |
| Contributions financières d'autres organismes | 4 618 508 | 2 594 049 | 2 456 931 | | | 4 481 390 | |
| Ressources liées à la générosité du public | 5 142 157 | 1 887 894 | 1 955 687 | | | 5 209 950 | 500 000 |
| | 18 519 661 | 17 068 881 | 19 043 347 | 0 | 0 | 20 494 127 | 500 000 |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | 1 361 870 | 1 681 751 | 1 534 612 | | | 1 509 009 | |

Note n° 6 : Tableau de suivi des fonds associatifs

| Nature des Fonds Propres (en €) | Montant début exercice | Augmentation exercice | Diminution exercice | Montant fin exercice |
|---|------------------------------|--------------------------|------------------------|-------------------------|
| FONDS PROPRES | | | | |
| Fonds associatifs sans droit de reprise | 15 139 663 | -713 912 | 0 | 14 425 751 |
| Dotation statutaire inaliénable | 1 200 000 | | | 1 200 000 |
| Dotation statutaire consommable | 10 500 000 | | | 10 500 000 |
| Dotation consommable | 56 000 000 | 3 400 000 | | 59 400 000 |
| Dotation consommable inscrite en compte de résultat | -55 614 044 | -4 113 912 | | -59 727 956 |
| Boni de fusion | 3 063 707 | | | 3 063 707 |
| Report à nouveau programme ANR | -10 000 | | | -10 000 |
| ADREC | 331 258 | 0 | 0 | 331 258 |
| Prime de fusion | 251 247 | | | 251 247 |
| Provision perte intercalaire | 80 011 | | | 80 011 |
| Report à nouveau | 17 006 656 | 950 195 | | 17 956 852 |
| Résultat de l'exercice | 950 195 | 1 742 544 | 950 195 | 1 742 544 |
| AUTRES FONDS ASSOCIATIFS | | | | |
| Subvention d'invest. s/biens non renouv. | 22 102 226 | 97 531 | 1 686 202 | 20 513 555 |
| TOTAL GENERAL | 55 529 998 | 2 076 358 | 2 636 397 | 54 969 960 |

Note n° 7 : État des créances et des dettes

| Etat des créances (en €) | Montant brut | A un an au plus | A plus d'un an |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| Prêts (1) | 0 | | |
| Autres immobilisations financières | 24 693 | | 24 693 |
| Avances et acomptes versés sur commande | 0 | 0 | |
| Usagers et comptes rattachés | 10 892 586 | 10 892 586 | |
| Créances reçues par legs ou donations | 654 868 | 654 868 | |
| Autres créances | 32 820 725 | 22 484 863 | 10 335 862 |
| Charges constatées d'avance | 1 248 424 | 1 248 424 | |
| TOTAL GENERAL | 45 641 296 | 35 280 741 | 10 360 555 |
| (1) Montant : | | | |
| - Prêts accordés en cours d'exercice | | | |
| - Remboursements obtenus en cours d'exercice | | | |

| Etat des dettes (en €) | Montant brut | A un an au plus | A plus d'un an |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| Emprunts et dettes auprès Ets de crédits (1) (2) | 28 618 091 | 1 392 302 | 27 225 788 |
| Emprunts et dettes financières diverses (1) | 170 784 | 170 784 | |
| Avances et acomptes reçus | 0 | 0 | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 7 002 753 | 7 002 753 | |
| Dettes des legs ou donation | 104 517 | 104 517 | |
| Dettes fiscales et sociales | 5 278 220 | 5 278 220 | |
| Fournisseurs d'immobilisations | 408 451 | 408 451 | |
| Autres dettes | 202 222 | 202 222 | |
| Produits constatés d'avance | 33 819 004 | 19 266 691 | 14 552 313 |
| TOTAL GENERAL | 75 604 041 | 33 825 940 | 41 778 101 |
| (1) Montant : | | | |
| - Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | |
| - Emprunts remboursés en cours d'exercice | | 1 371 864 | |
| (2) Emprunt souscrit jusqu'en 2039 | | | |

Note n° 8 : Produits à recevoir & Charges à payer

| Produits à recevoir (en €) | Montant |
|--|-------------------|
| Créances rattachées à des participations | 0 |
| Autres immobilisations financières | 0 |
| Créances sociales et fiscales | 0 |
| Usagers et comptes rattachés | 7 421 540 |
| Autres créances | 4 485 810 |
| Disponibilités | 2 832 407 |
| TOTAL GENERAL | 14 739 757 |

| Charges à payer (en €) | Montant |
|---|------------------|
| Emprunts obligataires convertibles | 0 |
| Autres emprunts obligataires | 0 |
| Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit | 170 784 |
| Emprunts et dettes financières diverses | 0 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 2 972 345 |
| Dettes fiscales et sociales | 2 764 606 |
| Fournisseurs d'immobilisations | 21 384 |
| Autres dettes | 0 |
| TOTAL GENERAL | 5 929 119 |

Note n° 9 : Produits & Charges constatés d'avance

| CCA / PCA (en €) | Charges | Produits |
|----------------------|------------------|-------------------|
| D'exploitation | 1 248 424 | 33 819 004 |
| Financiers | 0 | 0 |
| Exceptionnels | 0 | 0 |
| TOTAL GENERAL | 1 248 424 | 33 819 004 |

Note n° 10 : Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD)

| Compte de Résultat par Origine et Destination | | |
|---|--------------------------|--|
| A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION | EXERCICE 2021 | |
| | TOTAL | Dont générosité du public |
| PRODUITS PAR ORIGINE | | |
| <u>1. Produits liés à la générosité du public</u> | <u>20 440 884</u> | <u>20 440 884</u> |
| 1.1 Cotisations sans contrepartie | | |
| 1.2 Dons, legs et mécénat | 20 436 071 | 20 436 071 |
| Dons manuels | 13 086 411 | 13 086 411 |
| Legs, donations et assurances-vie | 2 747 569 | 2 747 569 |
| Mécénat | 4 602 092 | 4 602 092 |
| 1.3 Autres produits liés à la générosité du public | 4 812 | 4 812 |
| <u>2. Produits non liés à la générosité du public</u> | <u>18 801 515</u> | |
| 2.1 Cotisations sans contrepartie | | |
| 2.2 Parrainage des entreprises | | |
| 2.3 Contributions financières sans contrepartie | 4 113 912 | |
| 2.4 Autres produits non liés à la générosité du public | 14 687 603 | |
| Prestations de services | 8 356 741 | |
| Partenariat | 3 193 488 | |
| Autres produits | 3 137 374 | |
| <u>3. Subventions et autres concours publics</u> | <u>17 078 077</u> | |
| <u>4. Reprises sur provisions et dépréciations</u> | <u>214 355</u> | 0 |
| <u>5. Utilisations des fonds dédiés antérieurs</u> | <u>18 603 493</u> | 1 887 894 |
| TOTAL | 75 138 324 | 22 328 778 |
| CHARGES PAR DESTINATION | | |
| <u>1. Missions sociales</u> | <u>44 290 851</u> | <u>15 128 888</u> |
| 1.1 Réalisées en France | 44 290 851 | 15 128 888 |
| Actions réalisées par l'organisme | 44 290 851 | 15 128 888 |
| Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France | | |
| 1.2 Réalisées à l'étranger | 0 | 0 |
| Actions réalisées par l'organisme | | |
| Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France | | |
| <u>2. Frais de recherche de fonds</u> | <u>4 720 344</u> | <u>4 720 344</u> |
| 2.1 Frais d'appel à la générosité du public | 4 305 412 | 4 305 412 |
| 2.2 Frais de recherche d'autres ressources | 414 932 | 414 932 |
| <u>3. Frais de fonctionnement</u> | <u>2 967 953</u> | <u>523 859</u> |
| <u>4. Dotations aux provisions et dépréciations</u> | <u>691 535</u> | 0 |
| <u>5. Impôt sur les bénéfices</u> | | |
| <u>5. Report en fonds dédiés de l'exercice</u> | <u>20 725 097</u> | 1 955 686 |
| TOTAL | 73 395 780 | 22 328 778 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 1 742 544 | 0 |

Note n° 11 : Compte d'emploi des Ressources (CER)

| Compte d'Emploi des Ressources année 2021 | | | |
|--|----------------------|---|----------------------|
| EMPLOIS PAR DESTINATION | Exercice 2021 | RESSOURCES PAR ORIGINE | Exercice 2021 |
| EMPLOIS DE L'EXERCICE | | RESSOURCES DE L'EXERCICE | |
| 1. Missions sociales | 15 128 888 | 1. Produits liés à la générosité du public | 20 440 884 |
| <i>1.1 Réalisées en France</i> | <i>15 128 888</i> | <i>1.1 Cotisations sans contrepartie</i> | |
| <i>Actions réalisées par l'organisme</i> | 15 128 888 | <i>1.2 Dons, legs et mécénat</i> | 20 436 071 |
| <i>Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France</i> | 0 | <i>Dons manuels</i> | 13 086 411 |
| <i>1.2 Réalisées à l'étranger</i> | 0 | <i>Legs, donations et assurances-vie</i> | 2 747 569 |
| <i>Actions réalisées par l'organisme</i> | 0 | <i>Mécénat</i> | 4 602 092 |
| <i>Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France</i> | 0 | <i>1.3 Autres produits liés à la générosité du public</i> | 4 812 |
| 2. Frais de recherche de fonds | 4 720 344 | | |
| <i>2.1 Frais d'appel à la générosité du public</i> | 4 305 412 | | |
| <i>2.2 Frais de recherche d'autres ressources</i> | 414 932 | | |
| 3. Frais de fonctionnement | 523 859 | | |
| I. TOTAL DES EMPLOIS DU COMPTE DE RESULTAT | 20 373 092 | TOTAL DES RESSOURCES | 20 440 884 |
| 4. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS | 0 | 2. REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATION | 0 |
| 5. REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE | 1 955 686 | 3. UTILISATION DES FONDS DEDIES ANTERIEURS | 1 887 894 |
| EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE | | DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE | |
| TOTAL | 22 328 778 | TOTAL | 22 328 778 |
| | | RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (hors fonds dedies) | 0 |
| | | (+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public | |
| | | (-) Investissement et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice | |
| | | RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (hors fonds dedies) | 0 |

| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | Exercice 2021 | PRODUITS PAR ORIGINE | Exercice 2021 |
|---|----------------------|---|----------------------|
| EMPLOIS DE L'EXERCICE | | 1. Contributions volontaires liées à la générosité du public | 0 |
| 1. Contributions volontaires aux missions sociales | | <i>Bénévolat</i> | |
| <i>Réalisées en France</i> | | <i>Prestations en nature</i> | |
| <i>Réalisées à l'étranger</i> | | <i>Dons en nature</i> | |
| 2. Contributions volontaires à la recherche de fonds | | | |
| 3. Contributions volontaires au fonctionnement | | | |
| TOTAL | 0 | TOTAL | 0 |

| FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | Exercice 2021 |
|--|----------------------|
| FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE | 5 142 157 |
| <i>(-) Utilisation</i> | -1 887 894 |
| <i>(+) Report</i> | 1 955 686 |
| <i>Transferts</i> | |
| FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE | 5 209 949 |